



**RÉGION ACADÉMIQUE
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché public de fournitures

**Réhabilitation de l'amphithéâtre du Rectorat de Reims
Aménagement mobilier
Réf. : 2026-Mobilier-Amphi-Rect-Reims**

Cahier des clauses administratives particulières

CCAP

	1
Article préliminaire – REMARQUES SPÉCIFIQUES APPLICABLE AU PRÉSENT MARCHÉ	4
1.1 CCAG applicable	4
1.2 Spécifications techniques	4
1.3 Aspect social et environnemental du marché	4
Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
2.1 Objet du marché	4
2.1.1 Objet du marché	4
2.1.2 Spécificités techniques - Généralités	4
2.1.3 Domicile du titulaire	4
2.1.4 Engagement du titulaire	4
2.1.5 Allotissement	5
2.1.6 Clause de réexamen	5
2.2 Durée d'exécution	5
2.3 Tranches ferme et optionnelles	5
2.4 Décomposition en phases	5
2.5 Acteur de l'opération	5
2.5.1 Pouvoir adjudicateur	5
2.5.2 Service prescripteur	5
2.5.3 Service porteur du marché	6
2.5.4 Maîtrise d'œuvre	6
2.5.5 Titulaire du marché	6
2.6 Sous-traitance	6
2.7 Pièces constitutives du marché	8
Article 3 - PRIX : FORME ET RÈGLEMENT	8
3.1 Répartition des paiements	8
3.1.1 Répartition par cotraitant (cas d'un groupement d'entreprises titulaire)	8
3.1.2 Part à payer directement à des sous-traitants	8
3.2 Forme des prix	8
3.3 Règlement des comptes du titulaire, des cotraitants et sous-traitants	8
3.3.1 Avance (option B de l'article 11 du CCAG FCS)	8
3.3.2 Contenu et modalités de présentation des demandes de paiement	9
3.3.2.1 Forme et contenu des demandes de paiement	9
3.3.2.2 Éco-contribution	10
3.3.2.3 Adresse de facturation	10
3.3.2.4 Modalités de règlement	11
3.3.2.5 Retard de paiement – Intérêts moratoires	11
3.3.2.6 Suspension du délai de paiement	11
3.3.2.7 Règlement à caractère définitif	11
3.3.2.8 Règlement dans le cas d'un groupement solidaire	11
Article 4 - PÉNALITÉS POUR RETARD	12

Article 5 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES FOURNITURES	12
Article 6 - RÉSILIATION	12
Article 7 - LITIGES ENTRE LES PARTIES	12
7.1 Généralités	12
7.2 Médiateur interne des relations fournisseurs	12
Article 8 - CLAUSES SOCIALES	12
<i>Invitation à répondre au questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes</i>	12
Article 9 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	13
9.1 Conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental	13
9.2 Spécifications techniques à caractère environnemental	13
9.3 Obligation de communiquer le BEGES	14
9.4 Réemploi, réutilisation et recyclage	14
9.4.1 Mobiliers et accessoires issus du réemploi	15
9.4.2 Mobiliers réalisés à partir de matériaux réutilisés	15
9.4.3 Mobiliers réalisés à partir de matériaux recyclés	15
Article 10 - CLAUSES DIVERSES	15
10.1 Protection des données à caractère personnel	15
10.2 Clause de rendez-vous	15
10.3 Clause de réexamen	15
Article 11 - DÉROGATION AU CCAG	16

Article préliminaire – REMARQUES SPÉCIFIQUES APPLICABLE AU PRÉSENT MARCHÉ

1.1 CCAG applicable

Pour l'exécution du présent marché, il sera fait application des dispositions de l'arrêté interministériel du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, sous réserve des compléments et dérogations énoncées ci-après. Il sera dénommé CCAG FCS.

1.2 Spécifications techniques

Les spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Il est rappelé que les éléments fournis et livrés devront, *a minima*, être conformes et respecter les normes en vigueur applicables dans un ERP de 5^e catégorie.

Le titulaire s'engage sur ce point à une obligation de résultat.

1.3 Aspect social et environnemental du marché

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) prête une attention toute particulière au caractère social et environnemental du marché via l'application de différentes clauses et spécifications explicitées dans le présent CCAP.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Objet du marché

2.1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent le **marché de fournitures de mobilier pour l'opération de réhabilitation de l'amphithéâtre du Rectorat de Reims**.

Adresse de livraison : 1 rue Navier

Code postal – Ville : 51100 Reims

2.1.2 Spécificités techniques - Généralités

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et le cas échéant, l'additif aux CCTP initiaux tenant compte des modifications issues de la phase des négociations / de mise au point, ainsi que dans les documents techniques y afférents, plans, notices, etc.

2.1.3 Domicile du titulaire

À défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au RPA jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

2.1.4 Engagement du titulaire

Le titulaire déclare avoir parfaitement connaissance des lieux au moment de la remise de son offre et donc faire son affaire des conditions de livraison.

La visite des lieux étant facultative en phase de consultation, le titulaire est réputé avoir eu l'opportunité de visiter les lieux d'exécution du marché et est donc réputé avoir une parfaite connaissance des lieux, des conditions de desserte, de livraison, d'intervention en site occupé.

Le titulaire ne pourra arguer qu'un manque d'information sur le site puisse le dispenser d'exécuter tout ou partie des prestations ou fasse l'objet d'une demande de supplément.

2.1.5 Allotissement

Le marché, objet de la consultation, n'est pas alloti pour les raisons suivantes :

- ✓ L'aménagement en mobilier de l'opération constitue un groupe homogène ;
- ✓ Un allotissement rendrait plus difficile le pilotage du présent marché de fournitures de mobilier ;
- ✓ Un allotissement présenterait un obstacle à la concurrence, particulièrement pour les PME susceptibles de se porter candidates.

2.1.6 Clause de réexamen

Le présent marché prévoit le recours possible à des modifications du contrat (clause de réexamen) dans les conditions prévues aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique. Toute modification sera actée par voie d'avenant (voir ci-dessous).

2.2 Durée d'exécution

La durée prévisionnelle d'exécution est de deux (2) mois.

2.3 Tranches ferme et optionnelles

Sans objet.

2.4 Décomposition en phases

Sans objet.

2.5 Acteur de l'opération

2.5.1 Pouvoir adjudicateur

Nom du pouvoir adjudicateur : **Le Rectorat de la région académique Grand Est**

Adresse : 9 rue des Brice

Code Postal : 54000

Ville : Nancy

Siret : 130 029 531 00055

Il est représenté par le recteur de la région académique Grand Est ou son représentant.

2.5.2 Service prescripteur

Nom : Rectorat de l'académie de Reims

Adresse : 1 rue Navier

Code postal – Ville : 51100 Reims

Service : DIRAGE

Téléphone : 03 26 05 68 43

Courriel : ce.dirage@ac-reims.fr

2.5.3 Service porteur du marché

Nom : Rectorat de la Région académique Grand Est

Adresse : 1 rue Navier

Code postal – Ville : 51100 Reims

Service : DRAA – Site de Reims

Téléphone : 03 26 05 20 02

Courriel : ce.draa@ac-reims.fr

2.5.4 Maîtrise d'œuvre

Nom : OMADA ARCHITECTES

Adresse : 34 Chau. Du Port

Code postal – Ville : 51000 Châlons-en-Champagne

Téléphone : 03 26 65 73 38

Courriel : contact@omada.archi

2.5.5 Titulaire du marché

Dès la notification du marché, le représentant légal du titulaire indique la personne physique, habilitée à le représenter auprès du RPA, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Les notifications de décisions ou d'informations se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse figurant dans l'acte d'engagement jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître, le cas échéant, au RPA l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Dès la notification du marché, le titulaire indiquera au RPA l'adresse électronique sur laquelle il pourra lui notifier les décisions et informations visées au présent CCAP, ainsi que tout courriel nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de modification de l'adresse électronique de référence, il devra en aviser le RPA dans les plus brefs délais.

Lorsque la notification intervient par échanges dématérialisés, la date d'accusé de réception du message électronique est retenue comme date de notification et fait qui sert de point de départ à ce délai.

2.6 Sous-traitance

L'acceptation d'un sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le RPA. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Il est précisé que sont considérées comme des tâches essentielles au sens de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, les prestations suivantes qui devront être effectuées directement par le titulaire du marché :

Lot	Tâches essentielles
Sans objet	Sans objet

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé (DC4) par le RPA et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'acte spécial contient tous les renseignements mentionnés aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre les pièces mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et le cas échéant L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner, la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du travail (exclusion temporaire d'un opérateur économique des contrats administratifs, dès lors qu'une infraction pour travail dissimulé, marchandage, prêt de main d'œuvre illicite ou emploi d'étrangers sans titre de travail, non-respect des règles protectrices des travailleurs détachés), ainsi que les certificats de qualifications professionnelles et relative aux qualifications attendues par le RPA (la preuve de la capacité de tous ses sous-traitants peut être apportée par tout moyen).

L'acte spécial indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- ✓ Les renseignements exigés par les normes en vigueur ;
- ✓ Le compte à créditer ;
- ✓ Le comptable assignataire des paiements.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- De la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique ou, à défaut si cet exemplaire ou ce certificat a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances, de la justification apportée par le titulaire du marché soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible ;
- Le cas échéant, que les prestations sous-traitées ne contreviennent pas aux tâches essentielles effectuées directement par le titulaire ;
- Que dans le cas où le montant des prestations sous-traitées semble anormalement bas, et après vérifications des justifications fournies, il est établi que le montant des prestations sous-traitées n'est pas anormalement bas (voir les articles L. 2193-8, L. 2193-9 et R. 2193-9 du Code de la commande publique).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'exemplaire de l'acte spécial qui revient au sous-traitant. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Lorsque le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le RPA selon les modalités prévues par l'acte spécial de sous-traitance et par les stipulations du présent CCAP (**paiement direct du RPA au sous-traitant**).

2.7 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et dans l'ordre de priorité prévu au CCAG FCS :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le CCAP et ses éventuelles annexes ;
- Le CCTP et ses éventuelles annexes ;
- Le CCAG FCS ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ATTENTION : Les conditions générales de vente qui pourraient être éventuellement jointes à l'offre, à l'annexe financière, à l'acte d'engagement, aux éventuels avenants... sont réputées nulles et non avenues. Le titulaire ne pourra en aucun cas s'en prévaloir.

Article 3 - PRIX : FORME ET RÈGLEMENT

3.1 Répartition des paiements

3.1.1 Répartition par cotraitant (cas d'un groupement d'entreprises titulaire)

Lorsque le titulaire est un groupement momentané d'entreprises non-solidaires ayant opté pour une domiciliation des paiements sur des comptes séparés ouverts au nom de chaque entreprise cotraitante, l'Acte d'Engagement précise la répartition des prix des prestations entre les cotraitants, membres du groupement.

En cas de modification en cours de marché de la répartition initialement établie, le mandataire notifie au RPA la nouvelle grille de répartition revêtue de la signature des personnes habilitées à engager chacune des entreprises membres du groupement.

3.1.2 Part à payer directement à des sous-traitants

Le montant des sommes à verser par paiement direct à chaque sous-traitant est spécifié dans l'Acte Spécial de Sous-Traitance (DC4) mentionné aux articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique et constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Toute modification dans la répartition des prestations entre le titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes exige l'établissement d'Actes Spéciaux de Sous-Traitance modificatifs.

3.2 Forme des prix

Conformément au CCAG FCS, les prix issus de l'annexe financière sont fermes et définitifs.

Le prix est mixte et est constitué de la manière suivante :

- Des prix unitaires pour la partie BPU ;
- Un prix global et forfaitaire pour la partie DPGF.

Les conditions du marché, et notamment sa courte durée, n'impliquent pas de prévoir une variation des prix.

3.3 Règlement des comptes du titulaire, des cotraitants et sous-traitants

3.3.1 Avance (option B de l'article 11 du CCAG FCS)

Sauf renoncement du titulaire porté à l'Acte d'Engagement, une avance lui sera versée si le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Ce même droit à avance est ouvert, dans les mêmes conditions, à l'occasion de la reconduction du marché (lorsque celui-ci prévoit une telle possibilité de reconduction) ou de l'affermissement d'une tranche optionnelle (lorsqu'une telle tranche est prévue au marché).

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché (si un tel acte est prévu ; à défaut, à partir de la date de notification du marché) ou de la tranche affermie.

L'article R. 2191-7 du Code de la commande publique prévoit que lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du même code, l'avance est de 30 % pour les marchés publics passés par l'État.

En l'espèce, le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant du marché que le titulaire soit une PME ou non.

Le montant de l'avance versée n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire au titre du marché, ou de la tranche atteint 65 % du montant du marché ou de la tranche affermie. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché ou de la tranche affermie. Un titre de recette, pour le solde restant dû, sera en conséquence émis si la totalité de l'avance n'est pas récupérée dès lors que l'avancement des prestations atteint **80 %**. Le RPA se réserve la faculté de précompter en une fois, lorsque la somme due au titulaire au titre des prestations réalisées le permet, le montant d'avance à rembourser, ou de précompter la totalité de la somme due au titulaire au titre des prestations réalisées.

L'avance n'est toutefois due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance est ainsi réduite, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Si le titulaire du marché sous-traite une part du marché postérieurement au versement à son profit de l'avance, il rembourse la part de l'avance perçue correspondant au montant des prestations sous-traitées, ce même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance. Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le RPA dès la notification de l'acte spécial.

3.3.2 Contenu et modalités de présentation des demandes de paiement

Pour la présentation de ses demandes de paiement, et afin de permettre leur instruction par le RPA, le titulaire se conformera aux modalités ci-après détaillées, à peine de non-recevabilité de la demande.

3.3.2.1 Forme et contenu des demandes de paiement

Le titulaire établit ses demandes de paiement selon les modalités fixées ci-après.

La demande de paiement porte l'ensemble des mentions légales, dont celles prévues par l'article 242 nonies A de l'annexe II au Code Général des Impôts :

- ✓ Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- ✓ Le numéro d'engagement juridique, le numéro de marché et le numéro de lot ;
- ✓ Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- ✓ Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- ✓ La date d'exécution des services ou de livraison des fournitures et désignation de la collectivité débitrice ;
- ✓ Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ;
- ✓ Le montant et le taux de taxe sur la valeur ajoutée légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération.

Elle mentionne en outre les références du présent marché (numéro complet et objet).

Pour les demandes de paiement d'un groupement d'entreprises :

Le mandataire est seul habilité à présenter au RPA la demande de paiement.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera réalisé sur un compte unique.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant à lui payer directement.

Si, en application des articles ci-dessus la demande de paiement peut être présentée par le groupement sous forme de factures, le mandataire est autorisé à présenter, en lieu et place d'une facture unique établie par le groupement, la liasse des factures délivrées par chaque membre du groupement. Dans ce cas, chaque facture doit être revêtue de la mention « bon pour paiement » dûment signée par le mandataire et du cachet de ce dernier.

Demandes de paiement en cas de sous-traitance de premier rang :

- Lorsqu'un sous-traitant direct est payé directement par le RPA, il adresse sa demande de paiement selon les modalités prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.
- Le paiement direct du sous-traitant par le RPA intervient sur la base de la facture du sous-traitant libellée au nom de l'entreprise principale, et de l'autorisation de paiement du sous-traitant délivrée par l'entreprise principale.
- Cette autorisation peut être formalisée :
 - Par l'apposition par l'entreprise principale, sur sa propre facture, de la mention spéciale *“dont..... euros, à payer directement à l'entreprise « » sous-traitante”* (cachetée et signée en cas d'apposition manuscrite) ;
 - Par l'apposition par l'entreprise principale, sur la facture du sous-traitant ou une copie, de la mention « bon pour paiement » ainsi que de son cachet et de sa signature ;
 - Sur une attestation séparée comportant l'indication par l'entreprise principale de la somme à régler directement au sous-traitant.
- En cas de groupement d'entreprises titulaire du marché, cette autorisation est co-délivrée par l'entreprise principale ayant conclu le contrat de sous-traitance et le mandataire du groupement.

3.3.2.2 Éco-contribution

L'acquisition de certains types de mobilier est assujettie à une éco-contribution et conformément à la réglementation sur la responsabilité élargie des producteurs de déchets d'éléments d'ameublement selon le décret n° 2012-22 du 6 janvier 2012, relative à la gestion des déchets d'éléments d'ameublement, le titulaire prouve qu'il remplit ses obligations en matière de collecte, traitement et valorisation des déchets de mobiliers confiés par le détenteur, soit en tant qu'adhérent à un éco-organisme, soit en ayant mis en place son propre système individuel approuvé par le ministère chargé de l'Environnement.

Le montant réglé pour cette éco-contribution est notée sur l'annexe financière et **le titulaire fait apparaître cette contribution sur chaque facture.**

Le pouvoir adjudicateur prend contact, le cas échéant, auprès de l'éco-organisme pour la prise en charge des déchets de mobilier.

3.3.2.3 Adresse de facturation

Le titulaire du marché et/ou ses sous-traitants admis au paiement direct, devront transmettre leurs factures sous format électronique sur le portail public de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le portail permettra également le suivi des factures. Le service est gratuit. Le Titulaire ne pourra exiger de supplément de prix ni d'indemnité.

Les conditions d'application de l'obligation de transmission des factures par voie électronique sont encadrées par les articles L. 2192-1 à L. 2192-7, D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les demandes de paiement comporteront les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

Les factures dématérialisées adressées au RPA devront impérativement comporter les informations suivantes :

- ✓ Le numéro de SIRET du RPA ;
- ✓ Le code service indiqué sur l'acte d'engagement ou le contrat ou disponible directement dans la bibliothèque des services dans CHORUS PRO.

Le renseignement du code engagement sur CHORUS n'est pas indispensable pour transmettre une facture au RPA.

3.3.2.4 Modalités de règlement

Le paiement par le RPA interviendra dans la limite du délai global maximum de paiement des sommes dues en exécution des contrats de la commande publique, soit 30 jours (articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique).

Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement.

3.3.2.5 Retard de paiement – Intérêts moratoires

À l'expiration du délai de paiement, le défaut de mise en paiement des sommes dues en principal ouvre droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (article L. 2192-13 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article R. 2192-31 du Code de la commande publique).

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du Code de la commande publique).

3.3.2.6 Suspension du délai de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme aux spécifications énoncées dans le présent marché, et notamment si elle n'est pas assortie des pièces justificatives nécessaires ou si elle est présentée avant terme, le délai de paiement est suspendu.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-29 du Code de la commande publique, cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

3.3.2.7 Règlement à caractère définitif

Donnent lieu à règlement définitif, non susceptibles d'être remis en cause après leur paiement, les demandes de paiement identifiées comme tel.

3.3.2.8 Règlement dans le cas d'un groupement solidaire

Le paiement, dans le cas d'un groupement solidaire est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Article 4 - PÉNALITÉS POUR RETARD

Il sera fait application des pénalités telles que prévues par les dispositions du CCAG FCS.

En outre, les pénalités ne sont pas libératoires.

Article 5 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES FOURNITURES

Il sera fait application des dispositions du CCAG FCS.

Article 6 - RÉSILIATION

Il sera fait application des dispositions du CCAG FCS.

Article 7 - LITIGES ENTRE LES PARTIES

7.1 Généralités

Il sera fait application des dispositions du CCAG FCS en cas de différends entre les parties.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

À défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent, en l'espèce le Tribunal administratif de Nancy.

En aucun cas, les contestations survenant entre le Rectorat et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

7.2 Médiateur interne des relations fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le code de la commande publique.

Article 8 - CLAUSES SOCIALES

Invitation à répondre au questionnaire relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le Ministère est détenteur des labels « Égalité professionnelle » et « Diversité » délivrés par l'AFNOR. À ce titre, le Ministère sensibilise ses fournisseurs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et les incite à s'engager dans la démarche de labellisation.

Le titulaire est invité à répondre au questionnaire Égalité Professionnelle Femmes/Hommes avant la fin de l'année civile au cours de laquelle le marché lui a été notifié. Ce questionnaire est disponible à l'adresse suivante :

<https://enq-scolarite.adc.education.fr/SurveyServer/s/bboyer/EgaliteProFH2/questionnaire.htm>

Article 9 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par les documents du marché.

En cas de non-respect des obligations prévues au marché en la matière, le titulaire se verra appliquer une pénalité de deux cents (200) euros par manquement constaté.

9.1 Conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental

Conformément à l'article R. 2110-10 du Code de la commande publique, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins du Rectorat, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objet de l'accord-cadre afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

Conformément à l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, la gestion des emballages et des déchets lors des livraisons et de la reprise éventuelle d'équipements fait l'objet d'une attention particulière.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, de transport, d'entreposage, de tris éventuels, de traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande du Rectorat, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences légales, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le Rectorat se réserve le droit d'appliquer des pénalités.

9.2 Spécifications techniques à caractère environnemental

Le titulaire prendra toutes les dispositions opportunes et pertinentes pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre.

Sur le fondement de l'article L. 1431-3 du Code des transports, le titulaire détermine annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution du marché. Ainsi, il communique à l'acheteur, au plus tard à la fin de chaque année civile, un tableau-bilan de quantification des émissions de GES des prestations de transport mobilisées dans le marché complété par ses soins sous format électronique en accès libre et facilement exploitable.

En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de ce bilan et renseigne le tableau de manière consolidée pour l'ensemble des prestations réalisées.

La quantification est réalisée sur la base des facteurs d'émission issus premier lieu de la Base Empreinte® de l'ADEME, complétés dans certains cas par ceux de la norme ISO 14083:2023, de la base Ecoinvent et du GLEC Framework.

En complément de la transmission des données relatives à la quantification des émissions de GES, le titulaire communique à l'acheteur selon la même échéance annuelle toute information utile attestant d'une meilleure

maîtrise des émissions de GES des transports mobilisés dans le cadre du marché :

- Moyens pour fiabiliser la démarche de collecte des données renseignées (augmentation du recours à des données primaires, c'est-à-dire de mesure réelle, par exemple sur les quantités de carburant consommées) et de calcul des émissions de GES correspondantes (par exemple suivant les exigences de la norme ISO 14083 « Gaz à effet de serre – Quantification et déclaration des émissions de gaz à effet de serre résultant des opérations des chaînes de transport » ou équivalent) ;
- Mesures proposées pour réduire les émissions de GES : qualité de la flotte de véhicules, optimisation des tournées de livraison (taux de remplissage des véhicules, réduction des trajets à vide, horaires de livraison évitant les congestions, etc.).

9.3 Obligation de communiquer le BEGES

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site Internet de l'ADEME, conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce. Il indique alors à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Le BEGES peut être remplacé par le rapport de durabilité de la CSRD si ce dernier intègre un diagnostic des émissions GES ainsi qu'un plan de transition sur les activités françaises de la société.

Dans le cas de défaut de transmission des documents exigés, une pénalité sera appliquée.

Pour rappel, sont soumises à cette obligation les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.

9.4 Réemploi, réutilisation et recyclage

Le Rectorat prête une attention particulière au caractère éco-responsable du mobilier qui va être acquis. Ainsi, le mobilier et les éléments d'aménagement peuvent être issus du recyclage, après nettoyage, réparation et valorisation. Ils peuvent également être fabriqués individuellement ou en petite série, à partir de matériaux recyclés.

Le mobilier du marché répond aux objectifs de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, dite loi AGECL et au décret n° 2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées et à l'interdiction d'acquisition par l'État de produits en plastique à usage unique.

Pour rappel, l'objectif à atteindre en 2027 : 20 % du mobilier devra être issu du réemploi ou de la réutilisation, 20 % du mobilier devra intégrer des matières recyclées.

Pour rappel, le réemploi concerne des biens qui n'ont pas acquis le statut de déchet et qui vont avoir un usage identique. La réutilisation intervient quand les biens qui ont un statut de déchet et vont devoir subir un travail de remise en état.

9.4.1 Mobiliers et accessoires issus du réemploi

Le titulaire devra proposer un mobilier répondant à un souci particulier de robustesse, de fiabilité et de qualité. Les éléments ne doivent pas présenter de défauts techniques pouvant affecter la sécurité des utilisateurs. Les défauts esthétiques ne sont pas acceptés. Le rendu final de l'aménagement est important.

9.4.2 Mobiliers réalisés à partir de matériaux réutilisés

De la même manière que pour le mobilier issu du réemploi, il est avant tout attendu de ce mobilier un optimum prix/qualité. La confection sur mesure permettra de répondre notamment à des contraintes d'espace et des besoins d'harmonisation entre ces espaces. L'esthétisme de ce mobilier ne doit pas primer sur ces qualités techniques, même si le rendu final de l'aménagement est important. Les défauts esthétiques ne sont pas acceptés. Le souci particulier de robustesse, de fiabilité et de qualité devra être entendu et respecté.

9.4.3 Mobiliers réalisés à partir de matériaux recyclés

Les mêmes stipulations s'appliquent pour le mobilier réalisé à partir de matériaux recyclés. Il devra être robuste, fiable et de qualité. L'esthétisme de ce mobilier ne doit pas primer sur ces qualités techniques, mais les défauts esthétiques ne sont pas acceptés. Le rendu final de l'aménagement est important.

Il est à noter que le caractère recyclable porte sur l'intégration de matières recyclées dans le produit et non sur le caractère recyclable du produit.

Article 10 - CLAUSES DIVERSES

10.1 Protection des données à caractère personnel

Les dispositions du CCAG FCS sont applicables.

Le titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros en cas de non-respect des obligations légales et/ou contractuelles relative à la protection des données à caractère personnel.

10.2 Clause de rendez-vous

Il est prévu une clause de rendez-vous entre les parties.

En cas de difficulté importante rencontrée dans l'exécution du marché, les parties pourront prévoir d'une rencontre afin de trouver les solutions les plus adaptées pour permettre la poursuite de l'exécution du marché.

Cette clause de rendez-vous est également un préalable à l'application de la clause de réexamen.

10.3 Clause de réexamen

En application des dispositions du CCAG FCS, des clauses de réexamen sont prévues au marché. Elles sont applicables pour pouvoir adapter le marché dans les situations suivantes :

- ✓ Adaptation du marché en cas de fortes fluctuations des matières premières ;
- ✓ Afin de pouvoir ajouter des prestations et/ou des fournitures supplémentaires non-prévues dans le marché initial et nécessaires à la bonne réalisation de l'opération ;

- ✓ En cas de modifications des prestations et ou des fournitures prévues initialement au marché (modification, ajout ou suppression de prestations et/ou de fournitures), ces modifications étant nécessaires à la bonne réalisation de l'opération.

Ces clauses de réexamen sont applicables après mise en œuvre de la clause de rendez-vous.

Article 11 - DÉROGATION AU CCAG

Il n'est pas prévu de dérogations au CCAG par le présent CCAP.